

En somme, monsieur l'Orateur, le gouvernement doit commencer par être franc avec la Chambre. Il se doit de nous dire pourquoi l'inflation continue sa progression malgré les mesures dites anti-inflationnistes; pourquoi nous sommes dans un état de stagnation comparativement à notre principal partenaire commercial, les États-Unis, et quel sera son nouveau programme d'urgence destiné à stopper l'inflation au Canada. Il saute aux yeux que le programme exposé en 1975 ne donne pas les résultats escomptés, mais il se refuse à nous dire aujourd'hui quand il compte mettre un terme au programme de réglementation des prix et des salaires. Nous ne parvenons pas à savoir s'ils ont l'intention d'appliquer plus ou moins de restrictions fiscales, plus ou moins de restrictions monétaires, mais, mois après mois, nous voyons s'accumuler des statistiques qui nous montrent que notre économie est dans une situation précaire.

● (2210)

Fidèle à lui-même, le gouvernement, au lieu de rajuster ses politiques à courte vue, s'est contenté de reviser ses objectifs. Que comprendre d'autre dans la réponse qu'a faite le ministre mardi dernier lorsqu'on lui a demandé directement s'il pensait que nous allions atteindre l'objectif de 6 p. 100 que s'était fixé le gouvernement? Il a répondu que non mais qu'il espérait qu'on n'atteindrait pas le nouvel objectif des 7 p. 100. Autrement dit, la politique des ministres d'en face c'est de rabaisser leurs objectifs, s'ils ne les atteignent pas du premier coup. Il est temps que le pays en soit débarrassé.

**M. Hugh Poulin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, le député de York-Simcoe (M. Stevens) est tout de suite prêt à nous critiquer, mais il ne tient pas compte du fait que les données économiques de ces derniers mois, concernant la période d'application du programme de lutte contre l'inflation, ont largement prouvé que ce programme a donné de bons résultats et qu'il a ralenti la hausse des prix ainsi que la hausse des salaires qui, selon le député, et il a beaucoup insisté sur ce point, est l'une des principales causes de notre perte de compétitivité sur le marché mondial.

Allons-nous respecter le maximum prévu de 6 ou 7 p. 100 d'augmentation? Allons-nous veiller à ce qu'il ne soit pas dépassé? Le gouvernement fait tout son possible pour atteindre ce but et veiller à ce que les directives soient respectées. Nous avons présenté des programmes, le gouvernement, le ministre des Finances (M. Macdonald) et le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien) ont présenté des programmes qui ont bien marché. Notre taux d'inflation a augmenté, mais d'autres indices ont diminué depuis deux ans que le programme est en vigueur. Malgré tous les discours tonitruants et incohérents dont nous ont gratifiés certains députés d'en face, je n'ai pas encore entendu le député de York-Simcoe, qui est le critique financier de son parti, faire une seule proposition constructive.

**M. Stevens:** Lisez le discours du 4 avril, imbécile heureux.

**M. Poulin:** La nomination récente du nouveau président de la Commission de lutte contre l'inflation prouve que le programme ne se terminera pas à la fin de 1977, car la surenchère inflationniste n'a pas cédé au point qu'on puisse s'attendre à une restriction volontaire de la part des sociétés, du patronat ou des syndicats. En attendant, nous devons continuer à

### L'ajournement

appliquer ce genre de programme, qui nous a permis de réussir à faire abaisser le taux d'inflation.

**M. Stevens:** Citez-nous donc des chiffres.

**M. Poulin:** J'aimerais que l'opposition nous fasse part de son programme de politique fiscale, celui qu'elle aimerait mettre en vigueur . . .

**M. Stevens:** Lisez le discours du 4 avril.

**M. Poulin:** . . . lorsqu'elle supprimerait le programme de réglementation qui a donné de si bons résultats. Les représentants du secteur privé disent qu'ils sont maintenant en mesure de planifier leur avenir, d'établir des prix, d'intervenir à la bourse en sachant qu'ils ne seront pas dépassés par l'inflation qui, à un moment donné, était galopante. Ce programme a été couronné de succès et j'aimerais que l'opposition nous propose une autre solution.

### L'AGRICULTURE—LA MENACE DE SÉCHERESSE DANS L'OUEST CANADIEN—L'OPPORTUNITÉ DE POURPARLERS CANADO-AMÉRICAINS EN VUE DE MESURES COMMUNES D'URGENCE

**M. Bert Hargrave (Medicine Hat):** Monsieur l'Orateur, mon intervention de ce soir fait suite aux questions que j'ai posées à la Chambre le 9 mars dernier, comme en témoigne la page 3798 du *hansard*. C'est ce jour-là que le problème de la sécheresse qui sévit dans l'Ouest a été soulevé pour la première fois dans une série de questions posées par le chef de mon parti et moi-même au ministre de l'Agriculture (M. Whelan). Les députés se rappelleront peut-être que c'est la première fois que l'on abordait au Parlement ce problème critique. Il l'a été bien des fois depuis lors, notamment aujourd'hui à la période des questions, où, par pure coïncidence, les questions que j'ai posées au même ministre portaient essentiellement sur le même problème, la sécheresse qui sévit dans l'Ouest.

Les députés se souviendront, j'en suis certain, que la première fois que j'ai présenté cette instance au ministre en lui demandant de prendre sans tarder des mesures d'urgence, sa réponse fut de demander à tous les députés de prier pour qu'il pleuve. Tous ceux d'entre nous qui étaients pleinement conscients de la gravité de cette situation ont réellement prié pour avoir de la pluie et n'ont pas honte de le dire. Selon un article de fond paru dans le supplément *Canadian Week End magazine*, ce ministre a dit il y a deux semaines et demie dans un discours qu'il a prononcé à Tilley, en Alberta, que le système de marché libre est aussi périmé que Jésus-Christ et que c'est un sujet dont on nous a presque autant rebattu les oreilles.

Le 9 mars dernier, j'ai mis le ministre mal à l'aise avec mes questions sur la sécheresse et il a été aussi embarrassé et aussi susceptible aujourd'hui, quand je suis revenu à la charge. J'ai été extrêmement déçu par ses réponses évasives et je présume qu'il en est de même pour tous les agriculteurs de la région où sévit la sécheresse. Le ministre de l'Agriculture sait très bien que ce grave problème n'a rien à voir avec les mesquineries politiques. La situation est beaucoup trop grave pour que l'on puisse tourner le sujet en dérision et personne ne peut se vanter d'avoir provoqué la seule chute de pluie convenable que cette région ait connue depuis plus de neuf mois. Monsieur l'Orateur, pour la plus grande partie de l'Ouest des Prairies, les chutes de pluies de la nuit dernière et d'aujourd'hui sont les premières précipitations importantes.